

LES REVANCHES DE 1878, ANNÉE « MÉMORABLE »

© Jean-François Lecaillon, juin 2018 ©
Mémoire d'Histoire, Paris.



Victor Hugo en 1878

Cent quarante ans nous séparent de 1878, année qui fait peu mémoire dans la France d'aujourd'hui. Rares sont ceux qui sauraient l'associer à un événement « mémorable ». Victor Hugo, pourtant, la qualifiait de ce mot. « *L'œuvre de l'année 1878 sera indestructible et complète* », assurait-il encore le 17 juin de cette « *glorieuse année* » dans le discours qu'il prononçait pour l'ouverture du Congrès littéraire international. « *C'est qu'elle remplace un ancien ordre du jour, la guerre, par un ordre du jour nouveau, le progrès* », expliquait-il pour justifier son propos. Le congrès qu'il inaugurerait en serait l'une des manifestations, au même titre que la tenue de l'Exposition universelle à Paris ou la célébration de « la fête de la Paix et du Travail » qui colora la journée de drapeaux bleu-blanc-rouge immortalisés par Édouard Manet (*La rue Mosnier aux drapeaux*, 2 versions) et Claude Monet (*La rue Montorgueil* et *La rue Saint-Denis. Fête du 30 juin 1878*) ! Les Français de 2018 connaissent bien ces œuvres, beaucoup moins le contexte de leur création. L'année 1878 n'a laissé aucune référence remarquable dans les manuels scolaires, ni la moindre commémoration publique. Victor Hugo a-t-il mal évalué le moment qu'il vivait, aveuglé par l'éclat des journées vécues ? N'avait-il pas, au contraire, d'excellentes raisons que nous aurions oubliées ? En quoi 1878 est-il une année « mémorable » qui mériterait plus d'attention qu'elle en a au panthéon de nos gloires nationales ?

1878, année festive

Dans l'ordre imposé par le calendrier, le trentenaire des journées révolutionnaires de février 1848 fut la première occasion d'une commémoration importante à Paris. Elle se tient le 24 février, au Père-Lachaise, pour l'inauguration d'un monument à la mémoire d'Alexandre Ledru-Rollin. La famille avait accepté de repousser la manifestation à cette date plutôt que le 31 décembre, jour anniversaire du décès de leur parent survenu en 1874. Ledru-Rollin avait été ministre de l'Intérieur de la Seconde République et il était considéré comme l'instaurateur du suffrage universel. Trente ans plus tard, tout ce que Paris compte de personnalités républicaines se presse dans les allées du cimetière. La présence de Victor Hugo a été sollicitée. Le grand écrivain national prononce un discours « cent fois interrompu par des

acclamations enthousiastes » d'une « foule énorme », assure *Le National* (25 février). À en croire ce journal, celui que Louis Blanc énonce ensuite connaît un succès du même ordre : « La foule ne lui a pas marchandé les applaudissements ».

Les journées tragiques de juin 1848 ne suscitent pas de semblable commémoration. Les journaux conservateurs y font à peine référence. *L'Univers* du 27 juin se contente d'annoncer une cérémonie en mémoire de l'ancien archevêque de Paris, Mgr Affre, mort le 27 juin 1848 après avoir été frappé deux jours plus tôt par une balle perdue aux abords des barricades. La presse républicaine n'insiste pas davantage : le 25 juin, *Le Temps* rapporte dans un entrefilet que la plainte déposée contre la municipalité de Marseille par la veuve d'un garde national tué en 1848 a été débouté pour raison de prescription. La justification vaut appel à tourner la page ! Mais la discrétion de la presse sur les souvenirs de juin 1848 peut tout aussi bien relever de la concurrence d'autres célébrations qui se déroulent au même moment : l'Exposition universelle d'abord, qui mobilise toutes les attentions et, plus encore, la Fête de la Paix et du Travail qui se tient le 30 juin.

Forts de leur majorité acquise en 1876, les républicains avaient en effet voté une loi arrêtant cette date comme jour de commémoration d'une fête nationale. Elle avait été choisie parce qu'il n'y avait précisément rien à commémorer ce jour là ; elle était politiquement neutre. Le fait de célébrer la Paix et le Travail jouait la même fonction : ces valeurs étaient assez consensuelles pour ne froisser personne. Enfin, le gouvernement laissait aux municipalités le soin d'organiser les festivités. L'État ne s'en mêlerait pas. Ces conditions expliquent que la fête ait fait l'unanimité en sa faveur. Le 30 juin 1878, Paris pavoise aux couleurs de la République comme en témoignent les tableaux de Manet et de Monet. L'ambiance festive est d'autant plus réussie que la capitale vit depuis deux mois dans celle très animée de l'Exposition universelle. Celle-ci a ouvert ses portes le 1^{er} mai ; elle les fermera le 10 novembre, après avoir accueilli

16 156 626 visiteurs. La fête du 30 juin étend ainsi à toute l'agglomération parisienne l'animation joyeuse concentrée jusque là autour de la colline de Chaillot et du tout nouveau palais du Trocadéro.

L'année invite aussi à la célébration de deux anniversaires prestigieux : le centenaire de la mort de Voltaire le 30 mai et celui de la disparition de Rousseau le 2 juillet. Une célébration conjointe a été fixée au 14 juillet – la date n'est pas encore fête nationale – pour ne pas avoir à choisir le 30 mai plutôt que le 2 juillet ou l'inverse. Là encore l'État reste en retrait de toute cérémonie. Les manifestations sont laissées à l'initiative des maires. Cette liberté profite à Voltaire. Un comité d'organisation se met en place pour commémorer sa mémoire. À Paris, Victor Hugo est à nouveau sollicité. Le 30 mai, il prononce un discours largement diffusé par la presse. L'anniversaire de Rousseau est, en revanche, plus discret. Une exposition iconographique lui est bien consacrée au pavillon de la Ville de Paris de l'Exposition universelle, mais le projet d'associer le centenaire des deux philosophes à la date du 14 juillet a moins d'écho. La droite ne ressent aucune envie d'honorer les deux philosophes et la gauche modérée ne se montre pas empressée d'évoquer la mémoire de Rousseau. Le peu



Claude Monet,
La rue Montorgueil

d'entrain qu'elle met à fêter ce dernier est d'ailleurs dénoncé par Jules Vallès dans les colonnes de *La Marseillaise* (17 juin).

Dans ce contexte, le Congrès littéraire international et le Salon des Beaux-arts sont de nouvelles occasions d'exprimer une fierté nationale en adéquation avec les grandes fêtes du millésime. Ces manifestations viennent amplifier la tendance festive de l'année 1878, année républicaine s'il en est ; année française aussi, car c'est le pays tout entier qui est au centre de tous les regards. Dans le concert d'éloquence qui ponctue chaque manifestation, Victor Hugo ne ménage pas sa peine pour faire de Paris la capitale de la Civilisation. L'ambition retrouvée d'une France relevée de ses ruines suffit-elle à faire de 1878 une année plus « mémorable » qu'une autre ? De fait, derrière les fastes des manifestations, d'importantes batailles se jouent.

Des enjeux décisifs

La fête de la Paix et du Travail avait été programmée par les républicains dès 1876. Vainqueurs des législatives de février – mars, ils avaient installé l'un des leurs (Jules Dufaure) à la présidence du conseil. La période de cohabitation qui avait suivie s'était terminée par la crise du 16 mai 1877 et la dissolution de l'Assemblée par le président Mac-Mahon. Mais lors des scrutins des 14 et 28 octobre les électeurs avaient confirmé leur choix de 1876 et Jules Dufaure avait été rappelé pour former à nouveau un gouvernement. Ce résultat annonçait l'instauration définitive de la III^e République longtemps retardée par l'élection d'une assemblée monarchiste (1871) et l'établissement d'un gouvernement d'Ordre moral (1873-1876) favorable à la Restauration. Il préfigurait les changements qui scelleraient son triomphe en 1879 quand les républicains prendraient le contrôle de toutes les institutions : après la majorité à l'Assemblée nationale en 1877, la présidence du Sénat (Louis Martel, en janvier 1879), celle de la République (Jules Grévy, 1879), puis celle du Conseil (Jules Dufaure, puis William Waddington le 4 février). L'année 1878 se situe ainsi au cœur d'un mouvement de bascule politique qui nécessitait confirmation. Les victoires acquises avaient besoin de s'inscrire dans le champ des symboles. Dans ce contexte, il était important pour les républicains de marquer leur territoire et d'imposer leurs couleurs. Si la Marianne avait fait ses premières apparitions dans les mairies en 1877, *La Marseillaise* n'était pas encore hymne national (il faudra attendre le 14 février 1879 pour qu'elle soit instituée en tant que tel) ni le 14 juillet la fête de la Nation (elle le deviendra par la loi du 6 juillet 1880). La bataille des symboles se livre donc pendant



les fêtes de 1878. Le 1^{er} mai, lors de l'inauguration de l'Exposition universelle, le légitimiste Mac-Mahon fait ainsi jouer *Vive la France !*, un hymne écrit par Déroulède et mis en musique par Gounod, lequel entretenait des sympathies bonapartistes. Mais le public réclame *La Marseillaise* que l'orchestre s'empresse de jouer. Première manche gagnée par les républicains. Le 30 mai, *La République* de Clésinger est inaugurée en grande pompe au Champs de Mars. Le symbole des républicains s'impose comme image de la France. Enfin, la fête de la Paix et du Travail est un grand succès. « Il n'est pas un habitant qui n'ait décoré sa maison et illuminé ses fenêtres », rapporte *Le Temps* du 1^{er} juillet. La fête est celle de tous, unis dans « une communauté de senti-

ments, d'efforts, d'enthousiasme sincère ». Pour l'occasion, 1 255 000 drapeaux tricolores ont été vendus ! La bataille des images est largement gagnée par les républicains.

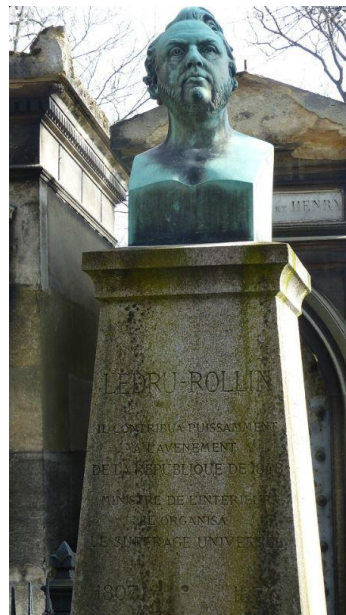
Une autre bataille, moins décisive sans doute mais non moins importante, oppose les deux gauches, celle de gouvernement qui vient de gagner l'assentiment du corps électoral et celle révolutionnaire dont le souvenir reste très négatif dans l'esprit des Français. Cette deuxième gauche est encore en exil et n'est pas en mesure de menacer la nouvelle majorité. Cependant, celle-ci tient à ce qu'aucun amalgame ne vienne amoindrir sa réputation. Célébré autour de la tombe de Ledru-Rollin, le trentenaire de 1848 ne doit surtout pas réveiller le souvenir des barricades de 1871. La présence de Victor Hugo et la préséance qui lui est donnée dans l'ordre des discours sont une garantie de modération et de popularité. Louis Blanc qui lui succède à la tribune mobilise la critique des journaux conservateurs, mais les leaders républicains qui s'affichent aux premiers rangs des délégations (Garnier-Pagès, Carnot, Crémieux, Hérisson, etc.) sont peu suspects d'accointance avec la révolution communarde.

Dans son discours, ce 24 février, Victor Hugo tisse les liens entre passé et présent. Après avoir salué Louis Blanc comme apôtre de la révolution de 1848, Lamartine comme son orateur, puis fait référence à Cicéron et Démosthène, il place sur le même plan Mirabeau, Ledru-Rollin et Gambetta. En quelques noms bien choisis, la filiation est établie entre 1789, 1848 et 1878 ; une filiation qui fait toutefois l'impasse sur 1792 et 1871 ! Nul hasard dans ces choix. Hugo en appelle à la réconciliation nationale dans une République nette de toute radicalité. Prenant le dernier la parole, le comte d'Hérisson s'interroge : « La population parisienne compte encore bien des proscrits à l'étranger, ou détenus dans les îles lointaines. La France n'a pas encore pardonné à tous ses enfants. Ne sera-t-il pas bientôt temps d'entrer dans la voie de la pacification définitive ? ». L'appel à l'amnistie

est clair ; mais il est implicitement conditionné au ralliement des vaincus de mai 1871 à la république pacifiée, celle qui doit encore transformer l'essai des législatives. Louis Blanc l'a spécifié quelques minutes auparavant : « Ces fêtes de l'esprit servent à mesurer, sur la route des idées en marche, la distance parcourue et à estimer la distance qui reste encore à parcourir ». Un grand pas a été franchi, mais il en reste un à faire.

Les centaires de la disparition de Voltaire et de Rousseau sont des occasions plus franches de témoigner de la bataille des symboles. La célébration de la mémoire de Voltaire suscite de vives critiques de la droite conservatrice. L'anticlérical Voltaire la rebute. Le 1^{er} juin, *Le Gaulois* dénonce les provocations. Fourcaud dénie l'idée que la journée soit une fête. Même tonalité dans *Le Journal des débats politiques et littéraires* où il est dit que les « fêtes en l'honneur de Voltaire indiquent que notre époque est tombée bien bas » ! L'anniversaire semble ainsi être l'occasion de ressortir les couteaux ! Mais les républicains évitent le piège qui leur est tendu et *Le National* du 1^{er} juin peut se féliciter que les cérémonies n'aient pas été troublées par les conservateurs cléricaux. L'anniversaire s'efforce de s'inscrire dans le cadre de la « piété patriotique », sentiment bien partagé.

Monument à Ledru-Rollin



Le centenaire de Rousseau est plus discret. La célébration conjointe avec celui de Voltaire fixée au 14 juillet n'a suscité que de vagues commentaires. Louis Blanc a posé la question : pourquoi séparer deux hommes « qui n'ont jamais été séparés dans la haine de nos adversaires » ? Mais nul ne s'attarde à lui répondre. La droite se tait, la gauche radicale se désole et les républicains modérés se contentent du service minimum. Michel Delon traduit : « le souci social qui tente de s'exprimer sous le nom de Rousseau doit rester second après l'instauration de la République ». Face à la victoire annoncée des républicains, les revendications révolutionnaires sont reléguées « au rang de problème particulier et secondaire »¹.

Si les luttes de politique intérieure font de 1878 une année cruciale, le millésime est aussi décisif sur la scène des relations extérieures. L'Exposition universelle qui se tient à Paris en est l'enjeu. Dès août 1877, Philippe de Chennevières, le directeur de l'école des Beaux-arts, avait annoncé le défi auquel les artistes devaient répondre pour l'occasion : montrer que la France est toujours la reine des Arts et le faire « au nom du patriotisme ». À ce titre, le Salon de 1878 s'avère décevant. Peu d'œuvres répondent à l'ambition. Mais ce résultat est trompeur. La concurrence de l'Exposition universelle joue à plein. C'est là que la Lumière du monde s'expose. « C'est demain que Paris reprend, par la seule force de son génie artistique, intellectuel, industriel et moral son rang et son titre de capitale des nations », proclame *Le Gaulois* du 1^{er} mai 1878. Certes, dans *Le Journal des débats politiques et littéraires*, le journaliste conservateur et proche du gouvernement d'ordre moral Charles Clément déplore le déclin des artistes français. « Depuis vingt ou trente ans, le niveau ne cesse de baisser », écrit-il. Il n'en déclare pas moins « la supériorité de notre art » sur celui des autres nations. À travers l'Exposition universelle, la France entend se poser en capitale retrouvée des Sciences, des Arts et de l'Industrie, de la Paix et du Progrès comme elle l'est des Lettres. « La France se lève » et supplante les Nations qui privilégient la force, se félicite Victor Hugo lors de son discours du 17 juin.

Les manifestations qui marquent l'année 1878 sont donc l'occasion pour les républicains de marquer des points décisifs aux dépens de leurs principaux adversaires politiques et pour la France d'affirmer ses ambitions retrouvées. Mais l'année est surtout l'occasion de belles revanches.

La revanche sur les partis « républicides »

Légitimistes, orléanistes et bonapartistes ne sont pas seulement les perdants des batailles électorales les plus récentes. Face aux célébrations du millésime, ils se retrouvent dans une position difficile. En effet, comment critiquer le rayonnement national que vaut à la France la tenue de l'Exposition universelle, le Congrès littéraire international ou la célébration d'une fête de la Paix et du Travail ? Décrier l'une ou l'autre de ces manifestations pour tenter d'atteindre une République qui n'est pas encore totalement établie, c'est prendre le risque d'abîmer l'image de la France, voire de contester ce que les gouvernements soutenus par la majorité de 1871 ont pu réaliser pour redresser le pays. N'est-ce pas l'ancien orléaniste et éradicateur de la Commune Adolphe Thiers qui a effacé la dette de 5,5 milliards de franc-or imposé par l'Allemagne et permis le départ anticipé des troupes d'occupation dès septembre

¹ DELON (1978), p. 644.

1873 ? N'est-ce pas lui que Gambetta a désigné comme seul vrai *Libérateur du territoire* lors de la séance du 16 juin 1877 ? Le redressement national qui s'expose à Paris n'est-il pas aussi un des résultats du travail accompli durant les années de gouvernement d'Ordre moral (1873-1876) ? Comment les conservateurs pourraient-ils critiquer une manifestation dont ils peuvent re-



Jules Garnier, *Le libérateur du territoire*

vendiquer une part du succès ? S'ils boudent les anniversaires consacrés à Voltaire et Rousseau, il n'en va pas de même de l'Exposition universelle et de la fête du 30 juin. Après s'être félicité que Paris ait retrouvé son rang de capitale des Nations, *Le Gaulois* (journal bonapartiste) charge son rédacteur en chef, Emile Blavet, de tenir une chronique quotidienne de l'Exposition. Il n'est pas question de ne pas participer à la fête, moins encore de la déprécier ! Quelques voix dénoncent bien les dépenses somptuaires que génèrent l'événement, d'autres comme l'écrivain clérical Adrien de Lavalette dénoncent une « Exposition sans Dieu ». Mais ces critiques peinent à percer le mur de l'unanimité patriotique. Quand, le 1^{er} juillet, *Le Gaulois* s'ingénie à différencier un projet conçu par Antoine Etex pour entretenir le souvenir de la révolution de 1848 et les plans qui ont servi pour l'exposition de 1878, il conclut sans détour : « nous préférons le monument de 1878 qui symbolise la paix, le travail et l'Industrie. Le monument de la France éclipse le monument de la révolution de 1848 ». En d'autres termes, pour les conservateurs, la France de 1878 mérite considération. Même républicaine, elle ne mobilise pas contre elle ses plus fervents ennemis ! Quelle formidable revanche sur ceux dont le Prince avait détruit la République par le coup d'État de décembre 1851 et sur la majorité qui avait mis en cause sa légitimité cinq années durant (1871-1876) !

La Revanche des républicains sur l'Empire se lit aussi par la comparaison établie entre les Expositions universelles passées et présente. Le 12 août 1877, Philippe de Chennevières avait prévenu les artistes : « N'oubliez pas que l'année 1878 doit faire date dans l'histoire de cette École comme y ont fait date 1855 et 1867. [...] Ne souffrez pas qu'on puisse dire que notre École ne se maintient pas à ses hauteurs précédentes ». Charles de Mazade lui répond dans la *Revue des deux mondes* du 30 juin 1878 : « On voulait à tout prix une fête rare, unique, splendide, qui éclipsât les fastes de l'empire [...] (*le gouvernement*) a réussi » !

Dès lors, les républicains peuvent pavoiser aux couleurs bleu-blanc-rouge. Ils peuvent même se permettre le luxe de se poser en rassembleur du peuple français : « C'est la République que chacun vient fêter », assure J. Charbonnier dans *Le National* du 2 mai. Pour *Le Temps* du 1^{er} juillet, cette manifestation « c'est la république [...] Il n'est pas un habitant qui n'ait décoré sa maison et illuminé ses fenêtres. Patrons, commis, ouvriers, tous avaient rivalisés d'ardeur. [...] Oui, c'est vraiment la fête de tous ». Charbonnier renchérit : « nulle fête de ce siècle ne peut se comparer à celle d'hier, tant par l'unanimité que par l'éclat des manifestations ». L'opposition n'y trouve rien à redire. « On cherchait une fête nationale », peut-on lire encore dans ce compte-rendu, « cette fête est trouvée ».

La revanche sur l'Europe et l'Allemagne

III. — REVANCHE TRÈS-PROCHAINE DES DÉSASTRES DE 1870

Alsace! Alsace! Alsace! Lorraine! Lorraine! Lorraine! vous ne tarderez pas d'être à nous! Au nom de Dieu, de Notre-Dame de la Salette et de Jeanne Darc, malédiction, malédiction, malédiction, oui, et comme prophète catholique, réellement inspiré, malédiction sur le colosse aux pieds d'argile, sur l'Allemagne et sur Bismarck!

De même qu'en 1870 Dieu s'est servi de Bismarck et de la Prusse pour châtier un Empereur et une France coupables; — De même il va bientôt se servir de la Russie, de la France et de l'Autriche, pour châtier l'insolence et l'impiété du présomptueux et coupable du diable, dont il a les oreilles, la figure et les principes.

Comme conséquence de ce châtiment mérité, dû à la puissante intercession de JEANNE DARC, et comme preuve que celle-ci est réellement une très-grande sainte dans le ciel, la France ne tardera pas à recouvrer l'Alsace et la Lorraine, par les voies diplomatiques et sans nouvelle effusion de sang pour ces provinces.

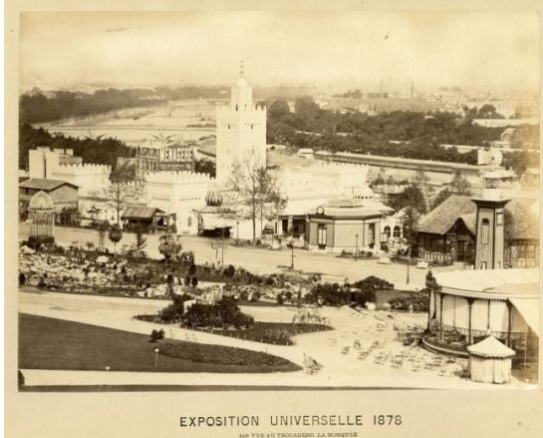
Mais il faut, ET CECI EST DE RIGUEUR, que l'armée française, alliée d'abord à la Russie et ensuite à l'Autriche, et d'un commun accord avec ces deux puissances, se mette sous la protection de Dieu et de Jeanne Darc, en les invoquant, sur le champ de bataille, respectueusement et avec foi et piété.

Versailles, le jeudi 19 avril 1877, après avoir invoqué les lumières de l'Esprit-Saint, en récitant avec ferveur et componction le *Veni Creator*.

Le Mamelouck ROUSTAN.

1878 est l'objet d'une seconde revanche : celle de 1870. La fierté de retrouver une France forte et capable d'effacer les revers de l'*Année terrible* est partout. À tous ceux qui se présentent aux portes de l'Exposition universelle, les organisateurs annoncent la couleur : « Entrez et venez voir comment une nation se relève, venez contempler les merveilles de celle dont on a brisé l'épée, mais dont on n'a pu éteindre le génie. Et de conclure comme affirmation de la revanche accomplie : « Tel est le spectacle, l'exemple que la République française donne au monde civilisé dont le concours pour elle à une immense acclamation sera le plus imposant, le plus auguste de tous les sacres ». « N'est-ce pas un noble et consolant spectacle que cette revanche prise contre la guerre avec les seules armes de la paix ? », peut-on encore lire dans *Le Gaulois* du 1^{er} mai 1878. Ici, le triomphe de la paix sur la guerre ne renvoie pas à celle de 1870 en particulier. Mais pour les contemporains, l'allusion ne trompe pas. *Le Petit Journal* est d'ailleurs plus explicite : « La France battue, écrasée, mutilée, ployant sous le poids d'une dette de cinq milliards, souffrant pour des fautes que l'Empire avait commises, humiliée mais non déshonorée, la France n'a pas perdu courage ». Même tonalité dans *Le Rappel*. « Tous sentent que l'ère des dures épreuves est finie », assure J. Charbonnier dans *Le National* du 2 mai. « Cette fête est plus que la fête de l'Industrie ; elle est la fête de la Réparation, la fête nationale par excellence, qui commence pour nous l'ère de la sécurité, l'ère de la paix et de la prospérité matérielle ». L'emploi du mot « réparation » plutôt que « revanche » n'est qu'une variante pour bien signifier à tous ceux qui regardent vers Paris que la France retrouve la place que la Prusse lui avait fait perdre sept ans plus tôt.

Le Temps du 2 mai le dit sans détour : « A la suite des événements de 1870, l'Europe a senti que tout affaiblissement de la France tournait au détriment général. [...] On l'a compris en Europe après 1870 et on a pu voir que le relèvement de la France était devenu, en quelque sorte un intérêt européen ». L'esprit de revanche imprègne tout l'article. L'auteur insiste : « Lorsque sept ans après les plus cruelles atteintes qu'un peuple ait eu à souffrir, nous nous sommes trouvés en mesure de donner à l'Europe le pacifique et solennel rendez-vous de l'Exposition, cette constatation de l'effacement de nos maux, de la reprise du rôle civilisateur de la France, a causé une satisfaction générale. Voilà pourquoi l'Exposition universelle de 1878 présente plus peut-être que les Expositions précédentes un caractère international. La grandeur de la France, qui faisait autrefois ombrage, est maintenant plus souhaitée qu'appréhendue ». Sans doute le chroniqueur prend-t-il ses désirs pour des réalités, le propos n'en est pas moins l'expression vivante du sentiment de revanche qui anime les Français.



La France prend sa revanche sur l'Europe et l'Allemagne en paie le prix. L'Exposition de 1878 ne propose aucun pavillon allemand à la curiosité des visiteurs. Par contre, ceux-ci ont tout loisir de découvrir les charmes de celui attribué à l'Alsace-Lorraine ! Situées en bonne place dans le parc du Trocadéro, deux maisons permettent aux Alsaciens et Lorrains qui ont opté pour la France de présenter leur nouveau cadre de vie en Algérie. Il y a

là manière de défier le vainqueur que nul ne peut ignorer.

Les Allemands ne sont pas totalement absents de l'Exposition. Les œuvres des artistes d'outre-rhin sont admises au pavillon des Arts. Dans le même temps, celles des grands maîtres spécialisés dans la représentation des épisodes de la guerre franco-prussienne, tels Édouard Detaille et Alphonse De Neuville, ont été écartées. Peut-être s'agit-il d'éviter tout incident diplomatique. En 1872, *Les Vainqueurs* et *Un coup de mitrailleuse* d'Édouard Detaille avaient déjà été retirés du Salon des Beaux-arts pour de semblables raisons ; de même en 1877, *Le Salut aux blessés* avait du subir des modifications. Par ailleurs, ces tableaux sont peu appropriés pour illustrer une fête de la Paix. Mais ces explications résistent mal à la critique. Même si ces œuvres sont perdues dans la masse des 1243 peintures et sculptures françaises exposées, *La garde du drapeau, souvenir de l'armée de Metz* d'Alexandre Protais d'une part, *Mille huit cent soixante et onze, année terrible* de Paul Cabet, *Les crimes de la guerre* d'Émile-François Chatrousse et *Gloria Victis !* de Mercié, auxquelles on peut ajouter trois évocations de la bataille de Waterloo, démentent l'authenticité de telles raisons. De fait, si les Français permettent aux artistes allemands de s'exposer, c'est parce que, sûrs de leur supériorité, ils ne craignent pas la comparaison. Le 11 juillet, au Salon des Beaux-arts, le ministre de l'instruction Agénor Bardoux se félicite que « l'Europe entière [soit] accourue pour contempler les créations de notre génie national, le juge et apprécie. Toutes les renommées viennent chercher parmi nous leur consécration. Elles sentent qu'elles sont ici dans la patrie même du goût ». Renoir le confiait quelques années plus tard à son ami Georges Rivière : « Les Allemands n'ont pas réussi, malgré leurs efforts, à avoir des artistes comme les nôtres ; ils nous envient rageusement notre supériorité dans ce domaine : elle les humilie »². Cette conviction est déjà bien ancrée dans l'esprit de 1878 et l'Exposition universelle avait vocation à en faire la démonstration. Toutes les œuvres majeures des grands maîtres français, de Delacroix à Manet, sont exposées dans le but avoué de montrer la vitalité du génie national.

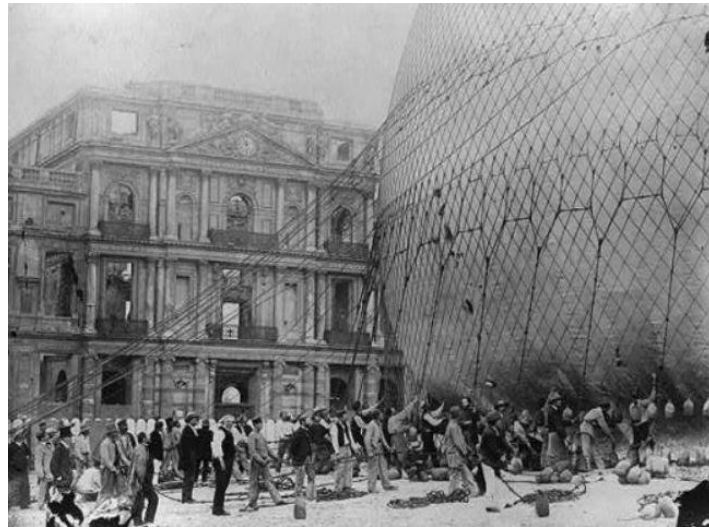
² BUTLER (Augustin de), *Renoir. Écrits, entretiens et lettres sur l'art*. Paris, les éditions de l'Amateur, 2002 ; p. 255.

Dans ce contexte, le *Gloria Victis !* d'Antonin Mercié (1874), occupe une place de premier choix et son créateur reçoit pour l'occasion la médaille d'honneur de l'Exposition. Peut-on imaginer plus provocante manière de déclarer au monde que le vainqueur de 1870 n'est pas celui que le sort des armes a consacré ? Tous ces fastes artistiques font contrepoint aux ruines de l'Hôtel de Ville (en cours de reconstruction) et celles des Tuileries – symbole des régimes déchus. Ces stigmates de l'*Année terrible* se dressent encore au cœur de Paris. Or, la guerre des symboles choisit de placer l'une des attractions les plus populaires de l'Exposition universelle dans la cour même



Antonin Mercié, *Gloria Victis !*

de l'ancienne résidence des rois et des empereurs ! Chaque jour, le ballon captif d'Henri Giffard décolle pour emmener 40 passagers à 500 mètres au-dessus de la capitale. Le contraste entre le château détruit et l'élévation de l'aéronef sonne comme une double revanche : de la République sur les Princes et de la France sur les désastres de 1870-1871.



Le ballon d'Henri Giffard devant les ruines des Tuileries (1878)

L'idée d'une revanche par les Arts, la Science et l'Industrie n'est pas un caprice exposé lors de la seule Exposition universelle. On la retrouve dans toutes les autres manifestations de l'année, comme un leitmotiv qui en dit long sur la façon dont le pays savoure son retour au premier plan. Dans le discours qu'il prononce le 30 mai à l'occasion du centenaire de la mort de Voltaire, Victor Hugo instruit le procès de la guerre. Son apologie de la Paix s'appuie à mots peu couverts sur le souvenir de 1870. « Le héros est une variété de l'assassin », déclame-t-il, et « les peuples en viennent à comprendre (...) que si tuer est un crime, tuer beaucoup n'en peut pas être la circonstance atténuante ; que si voler est une honte, envahir ne saurait être une gloire » ! Comment imaginer que les applaudissements qui saluent ces propos ne se nourrissent pas du souvenir de l'invasion subie en 1870 ? « Cela ne sert à rien de s'appeler César ou Napoléon [...] on ne change pas la figure du meurtre parce qu'au lieu d'un bonnet de forçat on lui met sur la tête un couronne d'empereur ». Ceux qui saluent cette envolée d'une « *longue acclamation* » suivie d'une « *triple salve d'applaudissements* » ne peuvent pas ne pas penser au roi de Prusse couronné empereur au lendemain de sa victoire sur la France d'une part, à Napoléon III d'autre part.

« Déshonorons la guerre », poursuit Victor Hugo, « O mères qui m'entourez, il ne se peut pas que la guerre, cette voleuse, continue à vous prendre vos enfants [...] pour aboutir à cette épouvantable exposition internationale qu'on appelle un champ de bataille ! (*Profonde sensation. Tous les assistants sont debout et acclament l'orateur*). Le vrai champ de bataille, le voici, c'est ce rendez-vous de chefs d'œuvres du travail humain que Paris offre au monde en ce moment. La vraie victoire, c'est la victoire de Paris ». Quinze jours plus tard, le 17 juin, dans son discours d'ouverture du Congrès littéraire international, Hugo justifie le caractère « mémorable » qu'il attribue à l'année par le triomphe des arts et de l'industrie à « l'exposition de Paris », des philosophies avec « le centenaire de Voltaire » et des littératures « par le congrès ici rassemblées ». Aux congressistes qualifiés de « combattants pacificateurs », il souhaite la bienvenue. « Les peuples se mesurent à leur littérature », assure-t-il à un public aisément conquis par une telle assertion. Et d'ajouter de façon à peine subliminale : « Une armée de deux millions d'hommes passent, une Iliade reste ». Pourquoi pas *La légende des siècles* face à deux millions de Prussiens ? Pure extrapolation ? Après Homère, Hugo s'empresse d'en référer à Tacite, Virgile, Cervantès, Dante, Shakespeare ou Voltaire ; mais il oublie Goethe, Kant ou Schiller. Il occulte ainsi l'Allemagne comme le fait le *Guide illustré de l'exposition universelle* qui ne consacre pas une seule ligne aux œuvres allemandes exposées, se limitant à signaler l'existence de la salle qui leur est consacrée. Petites et mesquines vengeances, mais revanche indéniable !

De ce concert d'autosuffisance nationale, Zola tire la leçon : « Nous avons l'intention de prendre notre revanche, mais non pas sur un champ de bataille. Obligés de nous contenter d'une politique d'attentisme, nous nous sommes dits que dorénavant nous nous distinguerions surtout par notre rôle dans la paix européenne et le progrès humain ». Le 1^{er} mai 1878, ajoute-t-il, « la joie planait sur toutes les têtes, une joie pure sans mélange. Personne ne criait plus *À Berlin, à Berlin !* Tous se contentaient de la victoire du Champs-de-Mars et du Trocadéro³. » De fait, une telle réaction n'avait rien de surprenant. Elle était l'expression même de la stratégie adoptée par Gambetta qui venait de rompre l'année précédente avec Juliette Lambert-Adam, l'égérie du revanchisme armé. Il plaidait désormais pour une revanche par l'éducation, la colonisation et la diplomatie. 1878 se pose ainsi comme le modèle de cette nouvelle voie que mirent en œuvre les Opportunistes dans les années 1880.

Revanche des républicains à l'échelle nationale, de la France au niveau mondial. Il n'y a guère que les insurgés de la Commune qui n'y trouvent pas leur compte. Pour autant, ils ne sont pas oubliés. L'idée d'offrir aux « proscrits » de 1871 matière à redresser la tête se dessine en filigrane de nombreux discours. Sur la tombe de Ledru-Rollin, le 24 février, le comte d'Hérisson prononce même le vœu explicite d'une amnistie : « Ne sera-t-il pas bientôt temps d'entrer dans la voie de la pacification définitive ? », interroge-t-il à propos des vaincus de la semaine sanglante. Sa réponse est sans détour : « Nous le croyons fermement ».

La bataille des mémoires et le paradoxe d'une revanche accomplie

Coincée entre la crise du 16 mai 1877 et la conquête par les républicains de toutes les institutions nationales en 1879, 1878 est l'année où s'accomplit symboliquement le changement préparé par la longue bataille initiée dix ans plus tôt, lors de la présentation du programme de Belleville⁴ par Gambetta. Elle est aussi le moment

³ Cité par HEMMINGS (1972), p. 144.

⁴ Liberté de la presse, séparation de l'Église et de l'état, impôt sur le revenu, liberté d'association et de réunion, instruction primaire laïque, gratuite et obligatoire, suffrage universel pour toutes les fonctions de représentation (maires, députés, conseillers municipaux). Ce programme en partie mis en œuvre par

d'une magnifique revanche acquise sans qu'un coup de feu ne soit tiré. Elle est pourtant aujourd'hui oubliée. Elle l'est d'autant plus que le mot « revanche » renvoie à une autre attente dans la mémoire des Français : celle de la reconquête par les armes des provinces perdues en 1871. Ce caprice de la mémoire mérite qu'on s'y attarde.

Si la fête de 1878 n'est plus incarnée que par les tableaux de Manet et de Monet dont le public a oublié la raison d'être pour ne retenir que la vitalité chromatique, c'est paradoxalement à cause de son succès. La revanche « douce » incarnée par Gambetta défendait un projet qui fut mis en œuvre dans les années 1880 : proclamation des libertés et loi d'amnistie de 1881 faisant table rase des censures et des oppressions du passé, lois scolaires de 1881-1882 ayant vocation à diffuser le savoir facteur de progrès, politique de colonisation assumée par Jules Ferry (1885) comme pilier du développement économique susceptible d'assurer à la France sa place de grande puissance européenne. Au terme de cette période de réformes, l'Exposition universelle de 1889 s'est posée comme illustration vivante d'une France transfigurée par la révolution industrielle et dont la tour Eiffel devenait le symbole. La galerie des machines ou les Palais des Beaux-arts, des Arts libéraux, de l'Industrie ou de la Guerre étaient autant de lieux d'exposition de la réussite nationale. 1889 fut ainsi l'aboutissement des promesses annoncées en 1878, quand 1890 est précisément l'année que Christian Amalvi⁵ identifie comme étant celle où le thème de la Revanche souhaitée par Paul Déroulède entre dans « l'ère du soupçon ». C'est le moment où il situe la fin d'un revanchisme dans les écoles de Jules Ferry, celui que semblait incarner *Le tour de France de deux enfants* de G. Bruno, alias Augustine Fouillé. Mais,

font remarquer Jacques et Mona Ozouf, « dans *Le tour de France de deux Enfants*, il y a deux façons de concevoir la revanche : par les armes, comme l'Allemagne après Iéna ; par le travail et le progrès moral, en comptant pour l'avenir sur la justice immanente : la voici, la revanche française ! ». Or le livre date de 1877 ! Il s'inscrit ainsi dans la perspective dont 1878 est l'expression. À partir de 1885, les grandes fresques historiques, tels les panoramas des batailles de 1870 présentés au début des années 1880 par Édouard Detaille et Alphonse de Neuville, cèdent d'ailleurs, auprès du grand public, lentement mais sûrement, la place aux peintres modernes peu enclins à produire des œuvres patriotiques. Certes, *Le rêve* d'Édouard Detaille et *Reichshoffen* d'Aimé Morot sont exposés au Palais des Beaux-arts lors de l'Exposition universelle de 1889 ; *L'armée de la Loire* de Croisy et *Gloria Victis !* de Mercié également. Mais, une fois encore, cette mémoire de 1870 n'impose pas son esprit de revanche « dure » à la manifestation.

De fait, la revanche par le Progrès et la Paix a eu raison de la revanche par les armes qu'incarnait aussi le général Boulanger. Elle a accompli son projet et c'est la raison pour laquelle les Français en ont oublié le souvenir. Tel est le paradoxe de la mémoire : elle efface de ses registres de ce dont elle n'a plus l'utilité. Au terme des



Croisy, *L'armée de la Loire*

les gouvernements Opportunistes des années 1880 inspira également la ligne politique du parti radical jusqu'à la Grande Guerre.

⁵ AMALVI (2000) ; p. 245-260.

années 1880, les Français pouvaient viser de nouveaux objectifs. *A contrario*, ceux dont le projet avait échoué avaient toutes les raisons d'œuvrer contre l'oubli. Telle est la double mission que se donnèrent ceux que l'Histoire reconnaît sous le nom de *revanchistes* : entretenir la mémoire en vue de la reconquête des provinces perdues tout en se différenciant de ceux qui avaient choisi d'y « penser toujours, n'en parler jamais », pour reprendre les mots de Gambetta à propos de l'Alsace-Lorraine. Pour exister, la revanche rêvée par Édouard Detaille, Paul Déroulède et Juliette Lambert-Adam devait se distinguer de celle proposée par Victor Hugo, Léon Gambetta et Jules Ferry. Une concurrence des mémoires de 1870 s'est ainsi mise en place. Contre celle de la France glorieuse par ses Lumières, la mémoire d'une France brave autant que conquérante s'organise dès les années 1880. Dans la ligne de la Ligue des Patriotes fondée par Paul Déroulède en 1882, est créé *Le souvenir français* (1887) dont le but est d'entretenir « le souvenir de la guerre de 1870 ainsi que les valeurs de la France et de la République ». L'association suscite aussitôt l'édification de monuments aux morts de la guerre de 1870. Cinq ans plus tard, en mai 1893, une fédération des anciens combattants de 1870-1871 est instituée à fin d'obtenir de l'État reconnaissance de leur sacrifice. En 1898, la revue *Le Vétéran* publie son premier numéro. « Instrument de propagande » déclaré (page 2), elle se donne pour vocation « d'entretenir le souvenir de nos désastres », d'aider les anciens combattants oubliés par l'État et de soutenir la création d'une médaille commémorative de la guerre de 1870-1871⁶.

Renforcée par le courant nationaliste qui recycle la mémoire des vaincus de 1877-1879 (légitimistes et bonapartistes), ce revanchisme « dur » progresse dans la France de 1890-1914. Certes, il reste minoritaire ; il n'en est pas moins très visible. Et, mieux que celle des revanchistes « doux », sa mémoire traverse tout le XX^e siècle jusqu'à nos jours parce qu'elle a été légitimée par la victoire de 1918. Derrière « le mythe de la revanche » analysé par Christian Amalvi, c'est la mémoire du retour des provinces perdues dans le giron de la République que les Français honorent. Et ces derniers ont intégré l'idée que l'Alsace et la Lorraine avaient été reprises à l'Allemagne parce que la guerre gagnée avait été menée à cette fin alors qu'elle fut acceptée par la majorité des appelés de 1914 pour défendre la Patrie agressée.

En marge de cette bataille des mémoires revanchistes, figure aussi la mémoire des vaincus de 1870-71. Pour les partisans les plus radicaux des anciens régimes monarchistes et bonapartistes, la revanche contre l'Allemagne fut d'emblée moins urgente que celle contre la République sans Dieu, voire une revanche contre eux-mêmes et leurs propres erreurs. Pour ces Français, le repentir primait sur la revanche au point de soutenir une politique de réconciliation avec l'Allemagne. Cette dernière, cependant, ne fit pas école et la plupart des nostalgiques des régimes autoritaires se tournèrent vers la mémoire plus germanophobe d'un Charles Maurras et de l'*Action française*. À l'autre extrémité du spectre politique, les vaincus de la semaine sanglante (mai 1871), structurèrent aussi leur mémoire contre l'ennemi intérieur plutôt que contre l'Allemand, se référant notamment au fameux appel : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! ». Derrière les deux mémoires dominantes, deux autres ont ainsi tracé leur sillon sans parvenir jamais à l'imposer, ni par voie de réformes ni dans l'opinion publique.

Victor Hugo avait donc raison. 1878 était « année mémorable » pour une majorité de Français parce qu'elle était celle qui avait mission de porter haut les valeurs universelles dont ils voulaient être les hérauts depuis 1789. Hugo s'est pourtant trompé sur au moins deux points : d'abord sur le progrès qui n'a pas effacé la guerre,

⁶ La médaille en question fut instituée le 9 novembre 1911.

il l'a seulement modernisée ; concernant la mémoire, ensuite, il a sous-estimé le fait que les peuples ne font pas souvenir de ce qui n'a plus de raison d'être pour eux. 1878 n'est pas restée dans les mémoires françaises parce que les batailles gagnées ont été considérées comme acquises. Répétons-le ici : sur la tombe de Ledru-Rollin, Louis Blanc avait prévenu : « Ces fêtes de l'esprit servent à mesurer, sur la route des idées en marche, la distance parcourue et à estimer la distance qui reste encore à parcourir ». Il fut entendu, la distance à parcourir le fut. Mais les héritiers en ont oubliés les conditions d'accomplissement. 1878 est une revanche qui cessa de faire mémoire parce qu'elle avait atteint ses objectifs ; parce que les déçus de cet accomplissement ont tout fait, aussi, pour maintenir vivante la mémoire de cette autre revanche, celle à laquelle les faits ont donné raison *a posteriori* ? La Grande guerre aurait-elle été évitée, si la revanche de 1878 était restée dans les esprits ?

Bibliographie

AMALVI (Christian), « Le mythe de la Revanche à l'école et au foyer de 1871 à 1914 », *L'Amitié Charles Péguy*, Paris, 2000 ; p. 245-260. Disponible sur Gallica à l'adresse suivante :

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k9603453q/f127.image.r=%22revanche%20de%201870%22>

BITARD (ADOLPHE), *Exposition de Paris 1878*, Paris, Librairie illustrée, 1878.

CLARÉTIE (Jules), *Les artistes français à l'exposition universelle de 1878*. Paris, Decaux, 1879.

CHANDLER (Arthur), « Heroism in defeat. The Paris exposition universelle of 1878 », *World's Fair magazine*, Volume VI, Number 4, 1986.

<http://www.arthurchandler.com/new-pageparis-1878-exposition>

DALISSON (Rémi), *Célébrer la nation. Les fêtes nationales en France de 1789 à nos jours*, Paris, Nouveau monde éditions, 2009.

DELON (Michel), « 1878 : un centenaire ou deux ? », *Annales historiques de la Révolution française*, année 1978, n° 234, pages 641-663.

https://www.persee.fr/doc/ahrf_0003-4436_1978_num_234_1_1032

GAILLARD (Marc), *Paris : les Expositions universelles de 1855 à 1937*, Presses franciliennes, 2005.

HEMMINGS (F.W.J.), « Emile Zola devant l'exposition universelle de 1878 », *Cahiers de l'Association internationale des études françaises*, n°24, année 1972.

GOULEMOT (Jean-Marie) et WALTER (Eric), « Les centennaires de Voltaire et de Rousseau. Les deux lampions des Lumières », in NORA (Pierre), *Les lieux de mémoire*, Tome 1, Paris, Gallimard, p. 406-408.

LAUGÉE (Thierry) et RABILLER (Carole), « Discours nationalistes sur l'art au XIXe siècle », in *Encyclopédie pour une histoire nouvelle de l'Europe*,

<https://ehne.fr/article/lart-en-europe/discours-nationalistes-sur-lart-au-xixe-siecle/discours-nationalistes-sur-lart-au-xixe-siecle>

MAZADE (Charles de), « chronique de la quinzaine, histoire politique et littéraire », *Revue des deux mondes*, 30 juin 1878.

ORY (Pascal), *Les expositions universelles de Paris : panorama raisonné*. Paris, Ramsay, 1982.

ROUSTAN (Fortuné), *La prochaine revanche de 1870 par notre future alliance avec la Russie et l'Autriche : en invoquant Dieu et Jeanne Darc la France sera victorieuse*. Paris, les principaux libraires, 1877.

<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k54680359/f6.image.r=%22revanche%20de%201870%22>